

Andry Rajoelina, Président de la Transition de Madagascar Interview parue dans la Revue de l’océan Indien n°321 de janvier 2011



Propos recueillis par : Noro Razafimandimby
Directeur de la Rédaction



Andry Rajoelina, Président de la Transition de Madagascar

=====



Près de deux ans se sont écoulés depuis votre accession au pouvoir. Le cours des évènements vous surprend-il ?



En cours de route, on a eu à gérer des situations délicates, à affronter des difficultés imprévisibles pour ne citer que la hausse du cours mondial des divers produits comme le pétrole et les Ppn. Mais cela ne nous a pas découragés. On y a fait face. Personnellement, j’ai assumé mon rôle de Chef d’Etat en m’efforçant de gérer au mieux la vie de la nation, de surmonter les obstacles, de solutionner les problèmes.



Vous vous êtes attendu à ce que la transition traîne ainsi en longueur ?



Pas dut tout ! Mon souhait a toujours été de raccourcir autant que possible la transition. Rappelez-vous que dès mon intronisation, au mois de mars 2009, j'ai proposé à la communauté internationale ainsi qu'au peuple malgache d'organiser des élections dans le plus bref délai. Mais l'idée n'a pas été suivie. Pendant plus de 20 mois, la communauté internationale, les politiciens ainsi que les anciens Chefs d'Etat, entre autres, se sont exprimé chacun à leur manière. Mais le 17 novembre 2010 c'est le peuple qui s'est exprimé. Ce Référendum nous a permis de rétablir l'ordre constitutionnel et d'entrer dans la quatrième République.



Peut-on espérer une issue à la crise très prochainement ?



Je suis tout à fait convaincu. Nous pouvons être fiers d'avoir pu organiser une élection libre et transparente, sans incident majeur et sans aucune aide de la communauté internationale. Ce qui n'était pas le cas de bien de nos voisins africains où l'organisation et la gestion du processus électoral ont rencontré de sérieux problèmes, où les élections se sont le plus souvent terminées en affrontements. Les deux tours de la présidentielle ivoirienne ont coûté plus de 300 millions de dollars, avec une part importante de financements extérieurs. Nous, nous avons pu dépasser la problématique du financement de l'élection. Sur nos propres ressources nous avons pu introduire le bulletin unique. Je considère que nous avons franchi un grand pas.

Pour toutes ces raisons, je ne veux plus entendre parler de schéma de sortie de crise, de résolution de la crise. La seule question qui mérite d'être évoquée est : comment organiser des élections acceptées par tous, y compris la communauté internationale ? Je l'ai dit et je le réaffirme : je suis prêt à ouvrir le gouvernement. C'est d'ailleurs une des résolutions de la conférence nationale. Lors de mon discours, l'année dernière à la cérémonie des vœux, j'avais comparé Madagascar à un grand bateau. Nous sommes montés à bord avec comme destination finale la quatrième République. Tempêtes et vagues géantes ont ponctué notre itinéraire durant toute l'année 2010 mais à l'horizon se profile déjà un nouveau Madagascar. Aussi, toutes les élections doivent se tenir cette année et que l'on ne doit plus, à chaque fois, les reporter. 2011 sera une année d'élections avec les communales, les législatives et la présidentielle.



Vous ne voyez aucun inconvénient à diriger le pays avec les autres forces politiques, mais quel type de partage de pouvoir serez-vous prêt à accepter dans le cadre d'un accord politique ?



La classe politique se soucie-t-elle effectivement des intérêts du pays et de l'ensemble de la population ? C'est la grande question qui mérite d'être posée. Ce n'est pas sans raison que lors de mon discours de fin d'année, j'en ai appelé à un sursaut patriotique des forces vives du pays. Ensemble, nous nous préoccupons de l'avenir de Madagascar. Ensemble, nous chercherons les voies et moyens pour le développer dans le respect mutuel. Evitons les provocations et propos blessants ; acceptons de nous rapprocher en toute humilité et sans arrière-pensée ni hypocrisie.

Les marchandages n'ont plus leur place. Nous avons déjà pu mettre en place deux institutions, un défi que la communauté internationale n'a pu relever. Les divers courants politiques sont représentés au sein du Congrès de la Transition (CT) et du Conseil Supérieur de la Transition (CT). Nous sommes encore prêts à les élargir à d'autres groupements politiques comme nous acceptons le principe d'un gouvernement d'union nationale.



Vous dites que les marchandages n'ont plus place. Est-ce que cela veut dire qu'on n'aura plus à évoquer la fameuse clé de répartition et que les différentes mouvances ne pourront plus exiger tel ou tel pourcentage de ministère, tel ou tel département ministériel ?



Ce sont ces questions de marchandages, de clé de répartition qui ne nous ont pas permis d'avancer, qui ont handicapé la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Nous avons déjà trop traîné pour des questions de marchandage. Aussi, j'invite les forces politiques à nous transmettre les CV de leurs postulants. Au Premier ministre, par la suite, de me proposer des noms. Mais, il faut me laisser la latitude de nommer les personnes qui me semble être à la hauteur et qui pourront travailler avec nous dans la même direction, qui ne chercheront pas à déstabiliser le pays ou la Transition. C'est le schéma que j'avance pour instaurer une transition ouverte.



Donc il ne sera plus aussi question de Premier ministre de consensus !



Toutes les forces politiques peuvent avancer des noms pour le poste de Premier ministre. Mais le choix final me revient.



Parmi les noms proposés ?



Oui !



Les autres mouvances se rallient-elles à ce schéma ?



Lorsqu'on propose un gouvernement d'ouverture, il n'appartient pas aux forces politiques d'exiger tel ou tel département. C'est ainsi partout dans le monde. Ils peuvent manifester leurs souhaits. Nous ferons en sorte que toutes les forces politiques soient représentées au sein de ce gouvernement d'union nationale qui aura pour principale mission d'assurer la tenue des diverses échéances électorales. Il n'est plus question ni de marchandage ni de négociation.



Et si les trois mouvances persistent à ne pas donner suite à votre appel à l'ouverture, que se passera-t-il ?



Je m'en lave les mains mais nous allons poursuivre notre route.



Et on dira, une fois de plus, que la formation du gouvernement s'est faite d'une manière unilatérale.



Il ne s'agit nullement d'une décision unilatérale puisque ce sont 3.700.000 Malgaches qui se sont exprimés.



Cela arrange-t-il notre situation vis-à-vis de la communauté internationale ?



La perception de la communauté internationale a évolué depuis. Un Etat que je ne citerai pas, affirme avoir désormais une appréciation différente de la situation à Madagascar. Il conclut que les autorités de la Transition ont manifesté une profonde volonté de mettre à terme à la crise en ayant opté de faire parler la voie des urnes.



La position de la Sadc et des Etats-Unis, qui figurent parmi les plus intransigeants, a-t-elle également évolué ?



Je pense que la communauté internationale ne devrait pas se focaliser sur des questions de personne, mais se soucier de l'intérêt du pays. Qui d'autre que la population est habilitée à donner son avis sur la vie du pays ? Vous savez, ni les Nations Unies, ni l'Organisation internationale de la Francophonie, ni la Sadc, n'ont condamné le processus électoral mis en place lors du dernier référendum. Ne dit-on pas que qui ne condamne pas accepte ? Ils ont plutôt insisté sur la nécessité de privilégier le dialogue.



Durant les récentes concertations, les autres mouvances, notamment celle de Marc Ravalomanana, ont-elles admis que nous avons désormais une nouvelle Constitution ?



Ce point n'a même pas été soulevé.



Durant les récentes rencontres ?



Oui ! L'adoption de la nouvelle Constitution est acquise. Le peuple a décidé et il n'est plus question de revenir là-dessus. 3.700.000 Malgaches majeurs se sont rendus aux urnes pour décider du chemin que le pays doit emprunter. Nous ne les avons pas forcés à aller voter ou à aller voter pour le Oui. Avec un taux de participation de 52%, le peuple malgache a manifesté sa volonté de mettre fin à la troisième République et d'instaurer la quatrième République.



Revenons un peu en arrière. Fin 2008, début 2009, vous avez séjourné à plusieurs reprises à l'extérieur, notamment dans l'Hexagone. L'on rapporte que vous avez conclu un *deal*, notamment avec ceux qui composeront plus tard la mouvance Didier Ratsiraka, un *deal* que vous n'auriez pas respecté. Était-ce vraiment le cas ?



Ce n'est pas qu'on a respecté ou qu'on n'a pas respecté un *deal*. Parmi ceux qui ont toujours prôné le dialogue pour une sortie honorable de la crise, si je ne suis pas le premier, je suis le second. J'étais constamment à la recherche de solution pour que l'on puisse diriger ensemble la Transition. Mais certains, en voulant tout avoir, en posant des exigences qui dépassent l'entendement ont annihilé les efforts, les concessions des uns et des autres. Ils ont peut-être oublié que « *qui trop embrasse mal étreint* ». Je tiendrai cas des compétences des différentes forces politiques lors de la formation du prochain gouvernement. Les ministres actuels ne sont pas tous issus des rangs du Tgv ou de mes relations personnelles. Nous les avons sélectionnés par rapport à leurs compétences, par rapport à leur technicité. Je le dis et je le redis : je suis prêt à collaborer avec toutes les sensibilités politiques.



Oui mais, en ce temps-là, est-ce qu'il y a eu un *deal* entre vous et Didier Ratsiraka ?



Je ne dirais pas qu'il y a eu un *deal* mais plutôt des réunions, des rencontres, à l'instar de celles qui se tiennent au *Hintsy* actuellement.



Aujourd'hui, avec le recul, regrettez-vous d'avoir choisi Monja Roindefo comme Premier ministre à l'époque ?



Dans la vie, lorsqu'on pense avoir agi pour le bien, on ne regrette jamais. Il y a des vrais amis. Il y a des amis intéressés. Il y a des amis qui sont prêts à vous trahir. Concernant la nomination des Premiers ministres, des ministres et de mes autres collaborateurs, je n'ai aucun regret.



N'empêche que Monja Roindefo et vous, êtes quasi devenus des « *ennemis* » maintenant ?



C'est vous qui le dites. Je n'ai jamais dit du mal de mes collaborateurs. Jamais ! Et même si on m'attaque, je préfère me taire.



Si nous arrivons à mettre en place un gouvernement d'ouverture, que pourrions-nous attendre à court terme des bailleurs de fonds traditionnels et autres partenaires financiers ?



Madagascar ne pourra vivre isolé. Je l'admets. Nous avons besoin de la reconnaissance internationale. Autrement dit, il faut que les élections que nous organiserons soient reconnues sur le plan tant national qu'international. La reconnaissance impliquera la reprise des financements bilatéraux et multilatéraux. Nous le savons tous, un bon nombre de financements ou d'accords ont été suspendus à l'instar de l'Agoa. En tout cas, ces deux années passées nous permis d'ouvrir les yeux. Il n'y a pas de hasard dans la vie et cela est également vrai au niveau du pays. Nous avons pu démontrer que Madagascar est capable de s'en sortir même sans l'aide des bailleurs de fonds.



Justement, comment a-t-on fait pour tenir la tête hors de l'eau durant ces deux années et pourrions-nous encore tenir le coup cette année, par exemple, sans bailleurs de fonds ?



Face à la suspension des financements extérieurs, certains redoutaient que le pays ne soit plus en mesure de faire face à ses obligations, de faire fonctionner l'appareil de l'Etat, de payer le salaire des fonctionnaires. Mais la réalité a été loin d'être aussi catastrophique, comme on le présageait... Evoquons, à titre d'exemple, la santé de notre monnaie nationale. En 2002, un euro valait 1.177 ariary ; deux après il s'échangeait à 2.320 ariary, soit une dépréciation de près de 100% de notre monnaie. En décembre 2008, c'est-à-dire juste avant la crise, l'euro était à 2.628 ariary. Près de deux ans après, en novembre 2010, il était à 2.770 ariary. Le cours de notre monnaie s'est stabilisé. De même, nous n'avons pas recouru à la planche à billets, ni aux financements parallèles. Nous ne nous sommes pas endettés.

Ce sont des points positifs que l'on évoque rarement et qui échappent à l'opinion. Il nous faut maintenant renforcer notre indépendance. Durant la période coloniale, nos parents, nos grands-parents et même nos arrière grands-parents ont revendiqué l'indépendance de notre pays, c'est-à-dire la gestion du pays par les Malgaches. Nous l'avons obtenue en 1960. 50 ans après, on recherche encore notre indépendance, c'est-à-dire à ne pas être trop dépendant de l'extérieur, tant économiquement que financièrement. Rien que pour le riz, jusqu'à maintenant nous importons une grande partie de nos besoins.

Nous travaillons actuellement sur un bon nombre de projets allant dans ce sens. Ne serait-ce que sur le plan touristique, lorsqu'on évoque les Seychelles, et l'île Maurice, on a tout de suite en tête les belles plages, les hôtels luxueux. Ce qui n'est pas le cas de Madagascar. Or, en termes de surface, nous avons beaucoup à offrir avec nos 587.000

km² comparés aux 444 km² des Seychelles, aux 1.866 km² de l'île Maurice. Nous avons tous les atouts pour devenir la vitrine de l'Océan Indien.

Pourrons-nous encore tenir cette année ? J'en suis convaincu et persuadé. Nous serons même en mesure d'investir dans la construction de nouvelles infrastructures. C'est possible et nous allons y arriver.



Uniquement sur nos fonds propres...



Oui. Mais cela suppose des efforts ne serait-ce qu'en matière de rentrée fiscale. Reconnaissons le laxisme dans la gestion des richesses naturelles qui sortent du territoire sans contrôle. Si nous arrivons à baliser les « exportations » de nos ressources minières : or, pierres précieuses... nous pourrions déjà améliorer la trésorerie de l'Etat.



Sur quels fonds seront financés vos grands projets de construction, entre autres, de stades olympiques, d'hôpitaux dans les grandes villes ?



Avec une bonne gestion des deniers publics et une amélioration des rentrées fiscales, je peux vous assurer que le pays changera en très peu de temps. Rien qu'avec les 100 millions de dollars de la société Wisco, voyez ce que nous avons pu réaliser en termes d'infrastructures que nous laisserons à la postérité. Le volume des taxes minières devrait nous permettre de construire chaque année des hôpitaux, des écoles. Nous ne serions pas à ce stade aujourd'hui si tous avaient procédé de même. Je ne souhaite pas trop m'appesantir sur le passé mais à la population d'apprécier de qui a été fait sous les précédents régimes. Toutefois, ce qui me fait le plus mal, c'est de constater que notre pays a reculé. Rappelez-vous que dans le temps, les Mauriciens, les Réunionnais venaient à Madagascar pour se faire soigner. Aujourd'hui, le phénomène s'est inversé. Nos hôpitaux qui ont été construits, il y a des décennies et des décennies, ne répondent plus aux normes sanitaires requises.

De plus en plus de Malgaches font leur MBA à l'île Maurice. Mais pourquoi ne pourrions-nous pas instaurer cela chez nous ? Des gens de tous les continents vont à Maurice, aux Seychelles pour une cure de repos, pourquoi pas à Madagascar ? Mon défi est que Madagascar devienne le pilier de l'Océan Indien. Ce n'est pas un défi à long terme voire dans dix ans, mais que nous allons réaliser à court terme. En très peu de temps nous pouvons devenir la destination-phare de la région si nous le voulons et si nous conjugons nos efforts. A nous d'offrir un environnement attractif pour les investisseurs. C'est ainsi que nous organiserons, cette année, le Forum sur l'hôtellerie de luxe où nous allons convier les plus grandes sociétés et entreprises spécialisées dans ce domaine. Nous faciliterons leurs investissements avec des cahiers de charges bien précis pour éviter les spéculations. Avec seulement 10 grands groupes hôteliers, nous pourrions nous attendre à un grand boom touristique d'ici trois ans tout au plus.



Ce qui veut dire que si vous ne vous présentez pas à la prochaine présidentielle, le mérite reviendra au premier Président de la quatrième République au nom de la continuité de l'Etat ?



L'important n'est-il pas d'avoir œuvré au développement du pays ? Je veux laisser des traces de mon passage au pouvoir par de grandes réalisations. Ayant le goût du défi, je suis de ceux qui voient grands dans tout ce qu'ils font. Personne ne peut, par exemple, effacer mon empreinte dans la reconstruction de l'Hôtel de ville d'Antananarivo.



Revenons au projet de Résidence des résidents, le promoteur a-t-il déjà été identifié ?



Evidemment puisque les chantiers débiteront d'ici peu. Il s'agit du premier promoteur immobilier de Dubaï qui a construit, entre autres, la tour la plus haute du monde ; le plus grand centre commercial du monde ; des nouvelles villes. Cet investissement de l'ordre de 3.000 milliards d'ariary générera près de 250.000 emplois. L'objectif est de créer 1.500.000 m² d'habitations soit environ 10.000 villas et appartements. Ce concept de résidences de prestige et de villas de luxe s'adresse à ceux qui souhaitent avoir un pied-à-terre ou passer leur retraite à Madagascar. Ils peuvent être de simples particuliers, des hommes d'affaires, des stars, des grandes fortunes de par le monde. L'acquisition en pleine propriété d'un bien immobilier leur permettra d'obtenir non pas la nationalité mais le statut de résident.



Quel bénéfice l'Etat en tirera sur le plan fiscal ?



Rien que les frais d'enregistrements, dont le taux sera fixé à 25.000 dollars -soit environ 50 millions d'ariary-, rapporteront à l'Etat dans les 500 milliards d'ariary. Une somme que nous pourrions investir dans d'autres projets. Des pays à l'instar de Dubaï, de Singapour et, plus près de nous, de l'île Maurice, ont pu dynamiser leur économie en investissant dans ce créneau porteur. Imaginez le gain que nous pourrions escompter sur ces 10.000 nouveaux acquéreurs séjournent dans la Grande île avec chacun quatre autres personnes. Ce sont 40.000 visiteurs de plus dans l'année. Cela se ressentira aussi dans les activités d'Air Madagascar ; sur les chiffres d'affaires des agences de location de voitures ; des restaurants.



Quelles seront les régions qui vont bénéficier de ces projets ?



Nosy Be, Antsiranana, Toliara, Mahajanga, c'est-à-dire les régions à vocation touristique mais également des grandes villes comme Antananarivo.



Nous admettons donc l'accession des étrangers à la propriété foncière ?



Non ! L'octroi de terrains sera facilité pour les sociétés agréées qui présenteront des projets bien précis.



« Si l'on veut nous étouffer à l'Ouest, nous irons respirer à l'Est », avez-vous confié à Aymeric Chauprade de la Revue politique internationale, au mois de décembre dernier. Ne sommes-nous déjà pas allés respirer à l'Est avec l'octroi de l'exploitation du gisement de fer de Soalala à la société chinois Wisco ?



Le monde bouge. Le monde change. Madagascar ne peut naviguer à contre-courant. L'Asie ainsi que le Moyen-Orient, devenus aujourd'hui des aires de puissance en expansion, sont devenus incontournables. Ce sont, entre autres, les cas de l'Inde, de la Chine et des Emirats arabes unis vers lesquels nous devons nous tourner si nous voulons nous mettre au diapason des nouveautés technologiques. Regardez comment à Dubaï ils ont pu transformer un désert en un centre urbain, en investissant également dans la construction d'infrastructures. Avec plusieurs promoteurs de Dubaï, nous allons bâtir un nouveau Madagascar.



Selon le communiqué de la Présidence, votre séjour à Dubaï faisait suite à une invitation du premier promoteur immobilier des Emirats arabes unis. Les rumeurs rapportent pourtant qu'il était question de signature de gros contrats avec les Chinois d'un montant de quelques dizaines de milliards de dollars environ mais qu'au dernier moment, suite à des pressions, vous avez abandonné la partie. Ces bruits sont-ils fondés ?



Vous disez-vous-même des rumeurs. Doit-on se fier aux rumeurs ?



Oui, mais on dit qu'il n'y a pas de fumée sans feu !



A Madagascar, nous aimons bien lancer les rumeurs. C'est un bon moyen pour décrédibiliser une personne. Croyez-vous qu'il faille se déplacer pour signer un contrat ? De plus, revient-il au Président de signer de tels contrats ?



Partagez-vous l'opinion généralement admise selon laquelle la critique est aisée quand on est en dehors du cercle du pouvoir et qu'elle n'est, par contre, pas très bien tolérée une fois qu'on est au pouvoir ?



Je suis un de ces Présidents qui privilégient l'écoute. J'écoute tout le monde. Je discute avec tout le monde. J'accepte les critiques objectives. Au pouvoir, on a besoin d'entendre d'autres sons de cloche. Mais qu'on ne déforme pas la réalité.



Vous avez promis le changement dans la gestion des affaires du pays ; dites-nous qu'est-ce qui a réellement changé ?



Progressivement, nous allons vers le changement. Nous ne tolérons plus les gaspillages en nous battant contre le principe, quelque peu ancré au niveau de l'appareil étatique, de l'administration, de dépenser sans compter l'argent de l'Etat. Juste un exemple : comme les dossiers d'engagement sont clôturés au 30 novembre, les ministères ont tendance à multiplier les engagements au début du quatrième trimestre de l'année en cours. C'est ainsi qu'en 2009, à la même période, 12.000 mandats d'un montant de 160 milliards d'ariary avaient été engagés. Nous avons ainsi décidé que tout engagement supérieur à 200 millions d'ariary passe désormais à la présidence. En tout et pour tout, je n'ai signé que 40 mandats.

Les dépenses de fourniture et de fonctionnement ont été considérablement réduites. Nous n'avons plus admis que les ministres en déplacement à l'étranger soient accompagnés de plusieurs collaborateurs. Avec cette pratique, un séjour d'un ministre à l'étranger peut coûter jusqu'à 200 millions d'ariary environ aux contribuables malgaches.



Pour être précis, qu'est-ce que vos prédécesseurs ont fait et que vous vous êtes abstenu de faire ?



Beaucoup de choses. Je n'oserai jamais confondre mes intérêts personnels avec ceux de l'Etat. C'est-à-dire, je n'irai jamais, mais vraiment jamais, par exemple, m'appropriier des terrains du domaine public, concourir pour un tel ou tel marché...



Vous ne recommandez jamais des proches, des connaissances dans l'adjudication des marchés publics ?



Jamais ! Je consacre 98% pour ne pas dire 100% de mon temps à chercher les voies et moyens pour développer le pays, et non pas à faire fructifier mes affaires. Je n'en disconviens pas, peut-être qu'il y a des responsables qui sont juste là pour leurs intérêts ; qui n'ont qu'un seul but : s'enrichir au plus vite...



Parmi vos proches, dans le cercle du pouvoir...



C'est possible !



L'on critique de plus en plus votre entourage, mais on a l'impression que vous êtes devenu leur otage puisque vous n'osez les désavouer, ni les démettre de leurs fonctions. Là, en tout cas, vous ne vous différenciez pas de vos prédécesseurs ?



Quoi qu'on fasse, l'on peut toujours faire l'objet de critiques. Je ne dirais pas que mes collaborateurs sont des saints. Certes, il y a des dispositions à prendre, des dispositions à mettre sur les rails. Ce n'est pas que je n'ose pas les démettre, mais je peux vous assurer qu'il y a des choses que je pourrai tolérer mais d'autres que je n'accepterai pas.



Quoi par exemple ?



Les magouilles ! Les choses qui ne se font pas dans les règles de l'art. L'on dit souvent que je suis manipulé par mon entourage. Ce n'est guère la vérité. J'ai une forte personnalité. Je sais ce que je veux. Je sais où je vais aller. Pendant toute l'année, on a pu travailler malgré la crise, les pièges politiques.



Certains observateurs affirment que jamais la corruption n'a autant gagné du terrain. L'on s'interroge, en effet, sur l'enrichissement sans cause de bien des personnes qui se disent alliées du régime...



J'avoue que la corruption est une réalité. La combattre est une lutte de longue haleine. De nouvelles dispositions ont été prises concernant, par exemple, la passation et l'octroi de marchés. Nous allons nous pencher sur les procédures de redressement fiscal et de transactions qui sont souvent sources de corruption. La corruption est présente à tous les niveaux et dans tous les domaines. Bref partout. Ce fléau ne date pas d'aujourd'hui. Je reconnais que nous devons encore déployer beaucoup d'efforts pour vaincre la corruption. Il est évident que si, du jour au lendemain, vous avez acquis sans aucune raison évident, d'importants biens mobiliers et immobiliers, cela n'échappera pas à votre entourage. De même, les changements de comportement et de train de vie de quelques responsables peuvent choquer l'opinion. Il faut admettre qu'au contact du pouvoir, les hommes peuvent changer. Mais tout dépend de la personnalité des uns et des autres. Personnellement, mes fonctions n'ont rien changé à ma façon de vivre. Si bien que si demain je n'étais plus à ce poste, rien ne changera dans ma vie.



L'exemple, dit-on, vient d'en haut. Or, seuls sept ministres, selon le Bianco, se sont pliés à la déclaration de patrimoine. N'est-ce pas étonnant ?



C'est effectivement une obligation. Mais est-ce que la déclaration de patrimoine empêchera la corruption ?



Si en entrant au gouvernement, un ministre ne possédait aucune maison et que si en ressortant ou au bout de quelques mois il a pu construire ou acheter de grandes et belles propriétés, n'est-on pas en droit d'exiger qu'il justifie ses acquisitions ?



J'insiste qu'il faut agir à la source, instaurer ou renforcer les contrôles et les vérifications ; faire respecter les dispositions en vigueur ; prendre des sanctions exemplaires. C'est vrai qu'en 2010 nous étions quelque peu accaparés par la résolution de la crise.



L'on constate, en effet, que le pouvoir de l'argent ne cesse d'augmenter son emprise au sein de notre société. N'explique-t-il pas bien des dérives sur tous les plans et même sur le plan politique ?



C'est un phénomène qui remonte très loin dans l'Histoire de l'Humanité. Judas n'a-t-il pas trahi le Christ pour une question d'argent ? Le pouvoir de l'argent peut être nuisible sur tous les plans. Très peu résistent à cette tentation. Cela se ressent dans l'univers familial, au sein de la société et même dans la pratique politique.



Durant cette Transition, le pouvoir de l'argent n'a-t-il pas nui à beaucoup de choses ?



Comme le pouvoir de l'argent exacerbe l'égoïsme, il a compromis le *Fihavanana*, a mis en péril l'unité nationale et a même mis la patrie en danger.



Ne peut-on pas également mettre sur le compte de cette emprise de l'argent sur la politique, les récentes révélations du Colonel Charles Andrianasoavina, selon lesquelles de grosses sommes d'argent ont pesé dans le scénario du coup de force du 17 mars qui vous a installé au pouvoir ?



Je n'ai pas voulu polémiquer sur ces propos du Colonel Charles Andrianasoavina. Lui-même n'avait-il pas affirmé que nous ne nous connaissions pas à cette période ? Je n'ai

pas passé un quelconque contrat avec lui et je nie catégoriquement lui avoir octroyé une importante somme d'argent.



Peut-être que la somme ne lui était pas destinée personnellement mais plutôt aux hommes du Capsat ?



Ecoutez, je n'ai rien remis ni au Capsat ni Colonel Charles Andrianasoavina. C'est contraire à mes principes. A aucun moment, durant ces manifestations sur la Place du 13-Mai, nous n'avons rétribué des personnes pour renforcer nos rangs. Rappelez-vous du grand meeting de Mahamasina organisé à l'époque par les tenants du pouvoir. Les bruits ont couru qu'on y avait attiré du monde à coups de billets de 10.000 ariary. Certains ont suggéré qu'on adopte la même stratégie en distribuant des billets de 5.000 ariary. Mais j'ai refusé en martelant qu'il fallait laisser les gens agir par conviction. Et, ils étaient des milliers et des milliers à avoir envahi la Place du 13-Mai sans qu'on ait eu besoin de les payer. Le jour du 7 février, ils n'ont même pas reculé même quand les coups de feu ont commencé à retentir à Ambohitsorohitra.



Concernant ce massacre du 7 février, avec le recul ne pensez-vous pas avoir une responsabilité dans cette affaire ?



Non, pas du tout. J'ai la conscience tranquille. Je n'ai rien à me reprocher.



Pourquoi y avoir amené les manifestants tout en sachant que le Palais d'Etat est classé zone rouge ?



Personne ne s'attendait à ce que le Président donne l'ordre de tirer sur la foule avec des balles réelles.



N'était-ce pas prévisible puisqu'il y a eu un cas similaire en 1991, la marche du 10 août sur le Palais d'Iavoloha qui s'est terminée dans un bain de sang ?



Je ne suis jamais pour une effusion de sang. Récemment, lors de l'affaire de la Bani, des militaires étaient prêts à attaquer le camp. J'ai alors pris l'initiative de réunir tous les chefs de corps pour leur dire, ils peuvent en témoigner, que je ne voulais pas qu'une seule goutte de sang soit versée, qu'il y ait des pertes en vie humaine. « *Négociez pour qu'ils se rendent* », leur avais-je recommandé. Ce ne sont que quelques aspects du pouvoir de l'argent. Certains, pour se maintenir coûte que coûte à un poste ou au pouvoir, ne reculent devant rien.



« *Tsy kilalao ny fiainam-pirenena* » (la vie de la nation n'est pas un jeu), répétez-vous souvent ; Vous avez soutenu, lors d'une émission radiotélévisée au mois de juillet 2009, que « seule la tenue, dans les plus brefs délais, des élections, reste l'unique solution permettant au pays de sortir de la crise ». Et pourtant, depuis, l'on ne cesse de repousser les dates des élections. On a reporté les communales. On va faire de même avec les législatives. N'est-ce pas là une façon de faire un « *kilalaon-jaza* » de l'avenir du pays ?



Je maintiens que la vie de la nation n'est pas un jeu. « *Tsy kilalaon-jaza ny fiainam-pirenena* ». Mais qui a exigé le report des élections? Depuis le début, nous avons tous voulu en finir le plus vite possible avec la transition. Que n'a-t-on pas avancé pour réclamer le report des échéances électorales ? L'utilisation du bulletin unique lors du dernier référendum constitutionnel a été critiquée, voire rejetée par quelques-uns en évoquant le taux d'analphabétisme comme motif. J'ai toujours répliqué : si vous offrez 2.000 ariary à quelqu'un, avec une obligation d'achat de 1.000 ariary et que vous lui rendez 600 ariary, il va s'apercevoir qu'il manque 400 ariary, même s'il ne sait ni lire ni écrire. Et vous croyez qu'il ne saura pas cocher son choix sur le bulletin unique ? La volonté d'organiser les communales était bel et bien là, mais nous avons accédé à la demande de report des forces politiques, de la Ceni et des Maires en activité. Ce report se justifiait également par les failles constatées dans l'établissement des listes électorales. Environ 1% des électeurs n'étaient pas inscrits et n'avaient pas leur carte électorale.



N'était-ce pas plutôt parce qu'il n'y avait presque pas de candidats déclarés à la date de la clôture du dépôt de candidature ?



Non, pas du tout ! C'est surtout au nom du «*marimaritra iraisana*» que nous avons reporté les communales.



Faut-il, à chaque fois, rechercher un «*marimaritra iraisana*» ?



Si l'on avait maintenu la date des communales, on aurait été sous les feux des critiques. On nous aurait reproché de ne pas être à l'écoute de la population qui ne souhaite pas que l'on procède à des élections durant la saison des pluies, de la classe politique qui affirme, entre autres, ne pas être prête. C'est toujours au nom de ce «*marimaritra iraisana*» que le Premier ministre a réuni récemment les politiciens, pour avoir leur avis sur la date des législatives. Il leur a demandé s'ils étaient prêts et si l'on pouvait avancer. Leurs réponses étaient claires. Comment établir le calendrier des matches alors que la majorité des équipes en lice ne sont pas encore prêtes ? Il appartient aux acteurs politiques de décider des dates des élections. Ce n'est pas du tout du «*kilalaon-jaza*» ! Au contraire, ces reports répondent à un souci : celui d'organiser des élections non contestables.



A ce rythme, quand va s'achever la Transition ?



Vu l'expérience du dernier référendum, nous pensons être en mesure de prévoir toutes les élections durant 2011. La Transition s'achèvera donc cette année.



Des récentes mesures soulèvent bien des interrogations pour ne citer que le projet d'instauration d'une passerelle internationale unique. Le Goticom qui s'oppose à cette mesure qu'il qualifie d'arbitraire, soutient que sur le fond, le projet est un non-sens économique qui fera régresser de façon certaine le secteur des télécoms et des Tics, et que sur la forme, il porte de graves soupçons de dérives de gouvernance. Encore une fois, n'est-ce pas également une forme de «*kilalaon-jaza*» puisqu'au terme des 5 années, la société propose à l'Etat, soit de la reconduire pour une nouvelle et dernière période de 5 ans, soit de racheter ses installations pour la moitié de l'investissement initial ? Elle se

garantit donc, soit une nouvelle période de 5 ans, soit un dernier revenu supplémentaire de probablement de 3,5 à 5 millions de dollars, selon toujours le Goticom.



Est-ce que la mise en place d'un scanner au port de Toamasina pour contrôler la conformité des produits et la véracité des déclarations des importateurs constituait une dérive ? Pourquoi dans le temps ne l'a-t-on pas contestée alors qu'aujourd'hui on s'oppose au projet d'instauration d'une passerelle internationale unique alors qu'ils représentent des similarités ? Les opérateurs à l'internationale s'acquittent d'une taxe de quelques centimes d'euro par minute auprès des opérateurs locaux. Taxes qui devraient revenir à l'Etat et qui représentent, sur 5 ans, près de 100 millions de dollars au minimum. Cette passerelle unique n'est pas propre à Madagascar. Beaucoup de pays, en Afrique et ailleurs, procèdent au contrôle des appels entrants. Si je prends juste le cas du Sud-Ouest de l'Océan Indien, La Réunion, l'île Maurice et les Comores l'on adoptée.



N'aurait-il pas été plus judicieux de laisser le soin au premier gouvernement de la quatrième République de trancher là-dessus ?



Pourquoi reporter à demain ce que l'on peut faire aujourd'hui ? L'Etat a besoin d'augmenter ses recettes fiscales. Doit-on attendre le premier gouvernement de la quatrième République pour entamer la construction de nouveaux hôpitaux, de nouvelles salles de classe ? Ma réponse est « non » ! Est-ce que l'on doit patienter demain pour régulariser voire améliorer les recettes de l'Etat et accepter qu'on nous spolie jusque-là ? Il ne s'agit pas uniquement des produits des télécommunications mais également de nos ressources halieutiques, de nos richesses minières.

Pourquoi s'est-on fixé une période de 5 ans ? Cela ne veut pas dire que nous abandonnerons le projet au bout de 5 ans. En fait, nous n'avons pas voulu nous engager sur une longue période de 20 ans par exemple, pour que l'Etat puisse, au bout de 5 ans, procéder à une évaluation. Et, éventuellement, il pourra changer de partenaire et contracter avec d'autres sociétés.



Apparemment, vous n'êtes pas prêt d'abandonner ce projet qui sera maintenu coûte que coûte ?



Doit-on faire une croix sur une taxe qui devrait alimenter les caisses de l'Etat ? En tant que dirigeant responsable, je dis « non ». Si demain une société propose à l'Etat un système beaucoup plus rapide et fiable de sécurisation et de vérification des marchandises importées, n'avons-nous pas le droit de faire appel à ses services ? Des sociétés qui importent du sucre, par exemple, déclarent 300 dollars alors que le cours mondial est à 750 dollars.



Dans votre façon de diriger, vous avez dit que vous privilégiez l'écoute, est-ce que vous avez écouté les opérateurs du secteur des télécommunications ?



Je suis ouvert au dialogue. D'ailleurs, je compte les rencontrer très prochainement pour écouter leurs arguments, leurs points de vue, pour les convaincre de l'utilité et de l'importance de ce projet pour Madagascar. D'ici peu, nous allons également procéder à l'informatisation des déclarations de la Tva. Ce système permettra à l'Etat de faire des recoupements car aujourd'hui certains collectent la Tva mais ne la reversent pas. Des logiciels performants calculeront automatiquement les impôts sur les bénéfices des sociétés, recouperont ensuite toutes les déclarations fiscales. Mettre en place des systèmes de contrôle ne relève-t-il pas des prérogatives de l'Etat ?



Confirmez-vous le projet de confier le contrôle avant embarquement de toutes les marchandises importées à destination de Madagascar à la société britannique Interlek ?



Il appartient au ministre du Commerce d'expliquer pourquoi son département a retenu cette société britannique. Je n'ai rien à redire sur le projet en soi. Reste à apprécier la qualité de la prestation, c'est-à-dire le côté pratique. Le système de contrôle suggéré par la société est-il fiable et ne va-t-il pas retarder l'embarquement des marchandises ? Si les textes exigent que l'on doit passer par un appel d'offres, alors que l'on s'y plie. A mon avis, cela ne devrait pas être un problème.



Pour en revenir au quotidien de la population, que fait l'Etat face à l'inflation actuelle et, notamment, devant l'insécurité ambiante alors que le droit à la sécurité des biens et des personnes figure parmi les droits internationaux ?



Face à l'inflation que fait l'Etat ? Il s'efforce, dans la mesure de ses possibilités, d'en atténuer l'impact sur la population. C'est peut-être passé inaperçu mais savez-vous que, durant dix ans, c'est la première fois que le tarif de l'électricité et de l'eau a baissé de 10% ? Ensuite, vous n'êtes pas sans savoir qu'avant la crise, c'est-à-dire en 2008, le litre d'huile se vendait autour de 5.000 ariary ; aujourd'hui, vous pouvez en trouver à 3.600 ariary. Autre chose, la libre concurrence est un fait, l'on n'a plus de monopole. Comparé aux années passées, le coût de la vie n'a pas augmenté. Toutefois, il faut reconnaître qu'il ne correspond pas encore à ce que recherche la population qui aspire à vivre mieux. L'Etat ne baisse pas les bras et est toujours à la recherche de solutions.

De même concernant la sécurité des biens et des personnes, il y a beaucoup, voire énormément d'efforts à faire. Je suis conscient que la population, aussi bien en ville que dans les communes rurales, ne se sent pas en sécurité aujourd'hui. Nous sommes en train de nous pencher sur une nouvelle stratégie. Le devoir de l'Etat est de protéger ses citoyens ainsi que ceux qui ont choisi de s'établir sur son territoire, de veiller à leurs biens.



L'Etat a décidé de fixer le prix du riz. Est-ce que vous n'allez pas vous attirer la foudre du Fmi et de la Banque mondiale ?



Est-ce que le Fmi et la Banque mondiale veulent s'attirer la foudre de la population ? En suivant ce qui se passe ailleurs, nous pouvons dire que nous avons su anticiper. En Tunisie, ce n'est qu'après de violentes émeutes que le Président avait pris l'initiative de subventionner les prix des Ppn. Pourquoi la foudre du Fmi ne s'abat-elle pas sur la Tunisie et l'Algérie où les populations sont descendues dans les rues pour contester la hausse du coût de la vie ?

Tout ceci rejoint ce que j'ai dit précédemment : Madagascar doit renforcer son indépendance en augmentant le niveau de production, notamment des Ppn. Nous allons accroître les superficies cultivables, améliorer le rendement rizicole pour réduire voire mettre un terme aux importations de riz.

Avec la nouvelle cimenterie, le prix du ciment va sensiblement diminuer. Il a été convenu que le prix de vente sera aligné au cours mondial ; il connaîtra alors une baisse de l'ordre de 40%. La pose de la première pierre de l'usine se fera très prochainement. Tous les techniciens sont déjà sur place. La cimenterie commencera à produire dès cette année.

De même, avec la reprise des activités des unités de la Sirama, le prix du kilo du sucre peut descendre jusqu'à 1.500 ariary alors qu'actuellement il oscille entre 2.400 et 2.600 ariary.



On est toujours dans l'attente des résultats des enquêtes ouvertes sur un certain nombre de dossiers. Qu'en est-il de l'affaire des 500 millions d'ariary que Marc Ravalomanana a publiquement reconnu avoir versés à la hiérarchie militaire ?



Tel qu'il est présenté, c'est une affaire de corruption. Mais en fait, c'est plutôt un acte de déstabilisation puisque les enquêtes effectuées n'ont pu dégager de preuves tangibles. L'objectif était de diviser la gendarmerie. Et le commanditaire est arrivé à ses fins. A preuve, la mutinerie de la Fign.



Les 500 millions d'ariary n'étaient donc qu'une invention, un pur mensonge ?



Je ne peux pas dire si ces 500 millions d'ariary ont été effectivement ou non versés à la hiérarchie militaire. En tout cas, les enquêtes n'ont pas réussi à mettre la main sur des preuves tangibles.



Vous avez promis de faire la lumière sur le dossier bois de rose. Apparemment, du moins jusqu'à maintenant, le réseau n'a pas été démantelé puisque le trafic continue. A moins que la transition ne veuille protéger des intérêts particuliers...



Il s'agit d'un trafic ayant existé depuis des années. Ce n'est pas sous uniquement sous le mandat de Barack Obama que le trafic de drogue a existé Etats-Unis. Ceci dit, pour en revenir au dossier bois de rose, nous avons pris des dispositions. En conseil des ministres, nous avons pris un décret interdisant la coupe et l'exportation de bois de rose. Toutefois, dans la pratique c'est loin d'être facile. Nous avons, par exemple, fait appel à des militaires indemnisés à 30.000 ariary par jour pour effectuer des contrôles dans les zones suspectes. La corruption aidant, ils ferment parfois les yeux et laissent les convois continuer leur route. Certains d'entre eux sont aujourd'hui en prison. On leur propose une somme dix fois, voire cent fois plus élevée que le montant de leurs indemnités. C'est toute une négociation entre les agents verbalisateurs et les fraudeurs.

Certes, nous n'avons pas encore pu mettre fin aux trafics mais en tout cas, ils ont sensiblement diminués. Si le pourcentage était de 80% à l'époque, actuellement il n'est plus que de 2 à 3%. Au port de Toamasina et autres grands ports du pays, vous n'avez plus entendu d'expéditions de conteneurs de bois de rose. Nous avons rappelé à la Chine qu'il est interdit d'importer du bois de rose de Madagascar. Il en est de même avec les armateurs maritimes. Et toutes ces mesures se sont ressenties sur le niveau du trafic durant ces derniers mois.

Je n'ai pas les chiffres en tête mais c'est ce que m'ont rapporté les ministres de la Justice et de l'Environnement. En tout cas, de nombreuses personnes ont été arrêtées.



Le rapport d'enquête sur le commerce mondial des bois précieux malgaches : bois de rose, ébène et palissandre de Global Witness et Environmental Investigation Agency Inc., daté du mois d'octobre 2010, révèle que les hommes d'affaires chinois affirment agir sous le couvert de « relations privilégiées » avec de hauts responsables de la transition. Ces derniers vont jusqu'à vous accuser nommément. Je vous cite ce passage : « des représentants de cette entreprise ont fait référence au rôle d'actuel Président du gouvernement de transition malgache, Andry Rajoelina. Celui-ci s'est en effet rendu à Guangzhou à plusieurs reprises alors qu'il était Maire d'Antananarivo. Les représentants de cette entreprise ont déclaré que le Président continuait de jouer un rôle

actif en facilitant le commerce de bois de rose ». N'est-il pas temps de tirer au grand jour ce dossier qui ternir considérablement le régime de transition ?



Tout cela fait partie d'une stratégie de destruction d'image. J'ai en effet pris connaissance de ce rapport, plus précisément du Dvd diffusé sur Youtube. Ce n'est plus ni moins qu'un « *filma efa hita* », pour reprendre une expression malgache. Il révèle que, du temps où j'étais Maire de la Capitale, j'ai séjourné à plusieurs reprises à Guangzhou pour démarcher du bois de rose et prospector des marchés. Dites-moi : quel Malgache va croire à de telles inepties qui n'ont qu'une seule visée : salir mon image ? Ce n'est que pur mensonge, « *lainga marivo tototra* » disions-nous. Durant mon mandat de Maire, je suis allé à Guangzhou une seule fois, plus précisément à la foire de Guangzhou pour acquérir des matériels pour la commune, comme les bacs à ordures en plastique. La filière bois de rose est une filière que je ne connais pas, que je ne maîtrise pas et qui ne m'intéresse pas du tout.

Ces hommes d'affaires chinois, selon ce rapport, exportent de bois de rose depuis 5 ans. Est-ce qu'en 2005 j'avais le pouvoir de faciliter leurs trafics ? Je réitère que ce rapport a été écrit pour me discréditer. Que ne m'a-t-on pas fait ? Mais je suis encore là. Tout cela est loin de m'affaiblir ; Et je suis déterminé à aller jusqu'au bout de ma mission.



Vous aviez déclaré qu'il revient aux deux Chambres de la Transition, le Congrès de la Transition (CT) et le Conseil Supérieur de la Transition (CST) qui -soit dit en passant- ne disposent pas d'une légitimité électorale- de se prononcer sur la délicate question de l'amnistie. Cette mission ne devrait-elle pas revenir à un Parlement dont les membres auront été élus ?



L'amnistie relève du domaine de la loi. Et vous n'avez pas tort de dire que le vote d'une loi devrait revenir à un Parlement élu. Mais une mesure d'amnistie revêt également un caractère politique. Et, dans notre cas, il instaurera peut-être un climat d'apaisement. C'est pourquoi je pense qu'il appartient aux deux Chambres désignées du Parlement de se pencher sur la loi d'amnistie.



En parlant d'amnistie, ne peut-on pas dire que Raharinaivo Andrianatoandro, qui a un dossier pendant devant les tribunaux, a été amnistié puisqu'il est devenu Président du Congrès de la Transition ? Les charges retenues contre lui ont-elles été levées ?



A la justice de se prononcer sur ce dossier.



Nommer des gens à de hautes fonctions alors qu'ils des dossiers devant les tribunaux ne pourrait-il pas mettre la Transition dans l'embarras ?



Madagascar se trouve aujourd'hui dans une situation exceptionnelle. Et, il faut en tenir compte. M. Raharinaivo Andrianatoandro, qui est un des fondateurs du parti Tim, a coopéré dans la résolution de la crise. Je ne peux ignorer la main tendue des gens de bonne volonté.



Implicitement, cela ne veut-il pas dire qu'il a été amnistié de fait ?



Non mais comme je l'ai dit, il appartiendra aux deux Chambres de se prononcer sur la question de l'amnistie, de définir la période qui sera couverte par l'amnistie, des délits qui seront pris en compte. Toutefois, laissez-moi préciser que M. Raharinaivo n'a pas encore été condamné.



Vous avez parlé de mesures d'apaisement. C'est à ce titre que certains réclament aujourd'hui la libération des prisonniers politiques. Est-ce que des détenus politiques croupissent dans nos prisons ?



La qualification dépend des délits commis. Ceux qui ont été accusés et condamnés pour des atteintes à la vie ne sont pas des prisonniers politiques.



Mais actuellement, avons-nous des détenus politiques dans nos prisons ?



C'est à la justice de définir qui entre dans la catégorie de prisonniers politiques. Chacun a sa propre définition du détenu politique.



Quelle est alors la vôtre ?



C'est un dossier assez délicat qu'il faut voir de près.



La sempiternelle question de votre éventuelle candidature à la prochaine présidentielle demeure sans réponse. Allez-vous encore faire durer le suspense ou n'est-il pas temps de vous exprimer franchement sur cette question ?



Je voudrais d'abord revenir que le contexte qui m'avait amené à déclarer, au mois de mai dernier, que je n'allais pas me présenter à la prochaine présidentielle. Le 9 août 2009, nous avons signé l'Accord de Maputo. Août, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars, avril, mai, soit neuf mois plus tard, on n'a pas pu mettre en place le gouvernement de Transition. Je ne veux plus revenir sur les raisons. Les pressions de la communauté internationale pesaient lourdement. J'ai alors appelé plusieurs Chefs d'Etats africains et européens. J'ai discuté avec l'ensemble de la communauté internationale dont l'UA et la Coi. Je leur ai expliqué qu'il était de mon devoir de trouver une issue. Ils m'ont alors répliqué : *« Ecoutez M. Rajoelina, il n'y a pas d'autres alternatives. C'est soit vous vous en tenez à l'application des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, soit vous acceptez un de nos deux autres schémas »*. Ils m'ont donc proposé de démissionner avec possibilité de me présenter à la prochaine présidentielle. A cette époque, cette seconde proposition me paraissait difficile car je redoutais qu'une telle situation allait encore replonger le pays dans une période d'incertitude voire de chaos. Puis, ils ont par la suite avancé : *« la troisième et dernière solution qu'on vous propose, c'est que vous ne vous portez pas candidat et que vous gérez la transition avec votre équipe actuelle »*. Je leur ai répondu : *quelles garanties allez-vous m'offrir ?* Ils ont dit : *« en contrepartie, nous vous épaulerons dans l'organisation des élections, vous aurez les aides nécessaires et la reconnaissance internationale »*. J'ai alors accepté bien que c'était une décision très lourde. Surtout vis-à-vis de mes partisans qui ont focalisé leurs espoirs sur ma personne. Mais j'ai fait primer l'intérêt supérieur de la nation. Si vous vous souvenez, j'ai insisté là-dessus dans mon discours du 12 mai : *« j'ai pris mes responsabilités et j'attends que la communauté internationale prenne les siennes »*. Mais elle ne les a jamais prises jusqu'à maintenant. La communauté internationale ne nous a pas apporté son aide lors du référendum et jusqu'à aujourd'hui, il n'est pas question de reconnaissance internationale.

Tout cela pour vous dire que la décision de me porter ou non candidat à la prochaine présidentielle me revient désormais... exclusivement. En ce moment, je suis en train d'analyser l'opportunité ou non de ma candidature.



Vous ne vous sentez plus lié à votre déclaration du 12 mai dernier ?



Effectivement, je ne me sens plus lié par cette promesse. C'est la communauté internationale qui n'a pas tenu parole !



Cette dernière proposition a-t-elle fait l'unanimité au sein de la communauté internationale, puisque lorsqu'on dit communauté internationale, c'est l'Ua, c'est la Sadc, c'est l'Ue... ?



Cette proposition a émané de quelques puissances membres de l'Union européenne et qui siègent au Conseil de sécurité des Nations Unies.



Lesquelles : la France, l'Allemagne... ?



Non, je ne peux pas les citer nommément. Mais je peux vous affirmer que l'Union africaine avait également roulé pour ce schéma puisque je l'ai consulté.



Est-ce que la Sadc l'a approuvé ?



C'est le problème. Je ne pouvais pas demander directement l'avis de la Sadc. C'est dommage ! Aujourd'hui, la communauté internationale affirme encore avoir d'autres schémas, donc je vais les écouter.



Votre capital sympathie ne s'est-il pas érodé en 2 ans, surtout comparé à la période de la Place du 13-Mai ?



C'est peut-être une façon de voir les choses. En tout cas, en politique le baromètre est rarement au beau fixe. Probablement ma cote de popularité a connu une baisse durant les mois de doute sur l'issue de la crise. Une bonne partie de l'opinion avait du mal à comprendre le sens des négociations et les décisions prises. Cependant, il me réjouit de constater, lors de mes pérégrinations à travers l'île, que l'élan populaire est en hausse. C'est ce que je perçois sur le visage des gens. Leurs traits expriment cette sympathie et je vois dans leur regard un regain de confiance et de conviction. Ce constat me va droit au cœur.



Etes-vous certain que vous allez remporter la présidentielle si vous vous présentez ?



Je n'entreprends rien si je ne suis pas sûr de réussir. Je préfère ne pas être à la tête du pays si je ne peux pas le développer. Le jour où j'annoncerai ma candidature, c'est que je suis sûr et certain que je vais gagner.



C'est par calcul politique que vous entretenez le suspense sur votre éventuelle candidature ?



Pas du tout ! Si vous m'aviez posé la question au mois de mai, j'aurais répondu sans hésitation. Je n'entretiens pas le suspense mais ma priorité, aujourd'hui, est de relever les grands défis que j'ai annoncés. Lorsque je ferme les yeux, je vois déjà le nouveau Madagascar.



En dépit de votre âge, vous êtes, aujourd'hui, le « *raimandreny* » de ce pays. Quels vœux formulez-vous pour Madagascar et les Malgaches en ce début d'année ?



Que le *Fifankatiavana* règne dans notre pays. Ainsi nous pourrions nous atteler au développement de notre nation. Ne dit-on pas que l'amour réussit à déplacer des montagnes ? Que Madagascar soit une nation prospère et acquiert plus d'indépendance sur tous les plans, notamment financièrement. Que nous devenions la vitrine de l'Océan Indien.



Que leur promettez-vous pour cette nouvelle année ?



Que je serai toujours à leurs côtés. Que je serai un *raimandreny* attentionné à leurs besoins. Et que cette année verra la concrétisation d'une partie de nos rêves.

R.O.I

N° 321 – Janvier 2011



Propos recueillis par : Noro Razafimandimby
Directeur de la Rédaction



La **Revue de l'Océan Indien** est un Newsmagazine fondé en 1980 par **Georges Ranaivosoa**, décédé le 8 juin 2010 à l'âge de 76 ans.



Actuellement, son fils **Hery M. Ranaivosoa** a repris le flambeau. Il est le Directeur Général de R.O.I

R.O.I. : Immeuble Madprint

Rue Hugues Rabesahala

BP 46 Antsakaviro

Tél. : +261 20 22 329 04/+261 34 02 329 04

Fax : +261 20 22 345 34

e-mail : roi-redaction@moov.mg